



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

croissance et emploi

Question au Gouvernement n° 1727

Texte de la question

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

M. le président. La parole est à Mme Valérie Rabault, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen. (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Mme Valérie Rabault. Monsieur le ministre des finances et des comptes publics, il y a quelques jours, le Fonds monétaire international a publié ses projections budgétaires pour tous les pays. Pour la France, il a affiché une prévision de déficit public à 3 % de son produit intérieur brut en 2015. Cette annonce illustre que les institutions internationales nous font confiance,...

M. Philippe Meunier. Arrêtez !

Mme Valérie Rabault. ...qu'elles croient en notre capacité à redresser le pays, à avancer économiquement et socialement, parce que l'un et l'autre sont liés.

Réduire le déficit, c'est une condition indispensable pour le redressement de notre pays : cela veut dire réduire les intérêts que nous payons et qui grèvent le budget de l'État. Monsieur le ministre, nous savons que c'est une course contre la montre. Gagner cette course passe bien entendu par notre sérieux budgétaire, mais aussi par notre soutien à la croissance économique. Dans ce domaine, le Gouvernement a d'ores et déjà engagé de nombreux chantiers, dont les effets deviennent perceptibles. Je pense par exemple à ces PME qui viennent d'apprendre de leur comptable le montant de crédit d'impôt compétitivité emploi qu'elles vont percevoir, et qui pour certaines est bien supérieur à leurs attentes.

Gagner cette course contre la montre se fera bien sûr avec nos partenaires européens. C'est le sens de la visite du Premier ministre, Manuel Valls, hier à Berlin, visite saluée par la presse allemande. C'est aussi le sens des déclarations du président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, qui s'est dit prêt à user d'un « nouveau stimulant » de la politique monétaire en cas de renchérissement du taux de change.

Monsieur le ministre, c'est la convergence de ces trois axes qui nous fera gagner la course contre la montre. Aussi, pourriez-vous nous donner quelques précisions sur leur articulation ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et quelques bancs du groupe écologiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

M. Michel Sapin, *ministre des finances et des comptes publics.* Merci beaucoup, madame la députée Rabault, qui vous apprêtez à exercer d'autres responsabilités au sein de la commission des finances. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Vous avez exactement mis l'accent sur les coordinations nécessaires (*Mêmes*

mouvements)...

M. le président. S'il vous plaît, mes chers collègues !

M. Michel Sapin, ministre. ...pour avoir plus de croissance, plus d'investissement, plus d'emploi et un recul en profondeur du chômage, en Europe comme en France. Il est donc nécessaire de mener des politiques en faveur de la croissance : c'est le pacte de responsabilité, c'est aussi le CICE, dont vous avez souligné les premiers effets perceptibles aujourd'hui dans les entreprises – elles l'attendaient ! C'est de l'investissement et de l'emploi supplémentaires que nous rendons possibles.

Ce pacte de responsabilité que j'ai présenté à mes partenaires a été commenté par tous, qualifié de courageux, pertinent, à la hauteur des défis de la France comme de l'Europe. Mais il ne suffit pas. Il faut aussi que la politique monétaire vienne au secours d'une croissance supplémentaire en Europe. Je reprends les mots prononcés par le président de la Banque centrale européenne : un euro trop fort est mauvais pour la croissance en Europe, mauvais pour la croissance en France. Après avoir prononcé ces paroles fortes, il aura la capacité d'agir demain. Oui, il faut que l'euro soit à un bon niveau, qui ne nous gêne pas dans nos exportations ou dans la lutte contre d'autres produits fabriqués ailleurs.

Un bon équilibre entre une politique de croissance qui permette de soutenir l'activité dans les entreprises, une politique monétaire plus équilibrée qu'elle ne l'est aujourd'hui et une politique budgétaire qui permette de diminuer nos déficits : c'est le cœur de la politique économique que nous menons, et c'est le cœur de la réussite pour la France. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et quelques bancs du groupe écologiste.*)

Données clés

Auteur : [Mme Valérie Rabault](#)

Circonscription : Tarn-et-Garonne (1^{re} circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1727

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Finances et comptes publics

Ministère attributaire : Finances et comptes publics

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [16 avril 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [16 avril 2014](#)